



THE AFRICAN CAPACITY
BUILDING FOUNDATION

FONDATION POUR LE RENFORCEMENT
DES CAPACITÉS EN AFRIQUE

NOTE D'ORIENTATION

Défis et opportunités de coordination pour l'adaptation au climat dans l'agriculture africaine



Droits et autorisations

Ce rapport est produit par la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) dans le cadre du Programme de renforcement du leadership africain pour l'adaptation climatique (SALCA), appuyé par la Fondation Bill & Melinda Gates (BMGF). Les résultats, interprétations et conclusions exprimés dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les opinions du Conseil d'administration ou du Conseil des gouverneurs de l'ACBF. L'ACBF ne garantit pas la précision des données incluses dans ce travail.

Cette publication est basée sur des recherches financées par la Fondation Bill & Melinda Gates. Les résultats et les conclusions qui y figurent sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue ou les politiques de la Fondation Bill & Melinda Gates.

La Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique encourage l'utilisation de cette publication à des fins de connaissance et d'apprentissage sur tous supports et dans tous les formats, sous réserve des conditions suivantes :

Adaptation : Vous pouvez remanier, transformer et développer cette publication. Si vous créez une adaptation de cette œuvre, veuillez ajouter la clause de non-responsabilité suivante à l'attribution : Ceci est une adaptation d'un travail original de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF). Les points de vue et opinions exprimés dans l'adaptation relèvent de la seule responsabilité de l'auteur ou des auteurs et ne sont pas approuvés par la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique.

Utilisation non commerciale : vous ne pouvez pas utiliser cette publication à des fins commerciales.

Attribution : Veuillez citer l'ouvrage comme suit : Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF). 2023. « Défis et opportunités de coordination pour l'adaptation climatique dans l'agriculture africaine », Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF), Harare. Licence d'utilisation : Creative Commons Attribution CC BY 4.0



2 Fairbairn Drive, Mt. Pleasant, Harare, Zimbabwe

ISBN: 978-1-77933-270-7

EAN: 9781779332707

Résumé

Le changement climatique constitue une menace mondiale d'importance, en particulier pour l'agriculture, et ce produit de la connaissance s'inscrit pleinement dans le contexte de l'adaptation au climat dans l'agriculture africaine. Il souligne le rôle essentiel de l'adaptation climatique dans la sauvegarde de la durabilité des systèmes alimentaires et des communautés rurales. L'agriculture africaine, composée principalement de petits exploitants agricoles, subit de plein fouet les effets néfastes du changement climatique, notamment des précipitations irrégulières, des sécheresses et des vagues de chaleur, qui perturbent les rendements agricoles et la disponibilité des aliments. L'adaptation au climat est indispensable pour garantir la sécurité alimentaire ainsi que des moyens de subsistance résilients. À travers le continent, des investissements substantiels sont désormais orientés vers le renforcement des capacités d'adaptation au climat. Les efforts de collaboration impliquant les gouvernements, les ONG, les donateurs et les communautés locales visent à promouvoir une agriculture intelligente face au climat, à améliorer la gestion de l'eau ainsi que l'accès aux services d'information climatique. Néanmoins, des problèmes de coordination persistent et entravent l'efficacité des efforts d'adaptation. Du fait de la diversité géographique, climatique et socio-économique de l'Afrique, la coordination des interventions et des politiques climatiques aux niveaux international, régional, national et local est une tâche qui s'avère complexe. Au Sahel, la coordination de l'adaptation climatique se heurte à des défis en raison des différences de priorités et de capacités entre les nations. Aligner les politiques climatiques internationales sur les stratégies régionales et nationales demeure une tâche ardue. À l'inverse, la région de l'Afrique australe est aux prises avec les impacts des événements météorologiques extrêmes sur l'agriculture, tels que les inondations et les cyclones, ce qui nécessite des efforts coordonnés de préparation, de riposte et de redressement vis-à-vis des catastrophes. Le Plan national d'adaptation (NAP) de l'Éthiopie est un modèle de collaboration multipartite efficace. Les agences gouvernementales, la société civile, les instituts de recherche et les communautés locales collaborent pour accroître la capacité d'adaptation, en se concentrant sur des solutions adaptées localement sur la base des besoins spécifiques des agriculteurs et des connaissances endogènes. Enfin, cette note d'orientation met en lumière l'adaptation climatique dans l'agriculture africaine, en reconnaissant la vulnérabilité du continent et la nécessité d'une action coordonnée. Elle présente des informations précieuses provenant de diverses régions et d'initiatives variées, donnant ainsi un aperçu des défis et des opportunités liés à la coordination de l'adaptation climatique. La collaboration, le partage des connaissances et les efforts coordonnés sont essentiels pour garantir un avenir résilient et durable à l'agriculture africaine dans un climat en changement.

SOMMAIRE

1. Introduction	1
2. Comprendre l'adaptation au climat dans l'agriculture.....	4
3. Défis de la coordination en matière d'adaptation au climat	6
3.1 Études de cas et exemples	9
3.2 Défis liés à une coordination efficace des interventions d'adaptation au climat dans l'agriculture africaine.....	12
3.3 Leçons apprises pour faire réussir les initiatives de coordination dans l'agriculture africaine.	13
4. Stratégies pour une coordination efficace	15
4.1 Renforcer les cadres institutionnels et les mécanismes de coordination.....	15
4.2 Améliorer les plateformes de partage d'informations et de gestion des connaissances.....	16
4.3 Amener les communautés locales et les agriculteurs à s'engager et les responsabiliser.	16
4.4 Mobiliser les ressources financières pour des programmes coordonnés d'adaptation au climat.....	16
4.5 Renforcer les capacités et promouvoir l'expertise technique en matière d'adaptation au climat.....	16
5. Recommandations sur les politiques.....	17
5.1.1 Promouvoir la cohérence des politiques et l'intégration de l'adaptation climatique dans les politiques agricoles.....	17
5.1.2 Mettre en place des plateformes multipartites pour la coordination et la collaboration	17
5.1.3 Investir dans la recherche et la collecte de données pour éclairer une prise de décision coordonnée.....	18
5.1.4 Encourager les partenariats et les réseaux à tirer parti des ressources et de l'expertise... ..	18
5.1.5 Intégrer l'adaptation climatique dans les programmes de développement et la coopération internationale	18
5.1.6 Suivi, évaluation et apprentissage	19
5.1.7 Mobilisation des ressources.....	19
6. Conclusion	20
7. Références bibliographiques.....	21

1. INTRODUCTION



L'adaptation au changement climatique en Afrique implique une variété de stratégies et d'actions visant à réduire la vulnérabilité des communautés, des écosystèmes et des économies face aux effets du changement climatique. Le changement climatique constitue une menace importante pour les systèmes agricoles mondiaux et nécessite la mise en œuvre immédiate de mesures d'adaptation efficaces ^[1]. En s'adaptant au changement climatique, le secteur agricole qui, d'une part a contribué à ce changement et, d'autre part, en subit les conséquences, est confronté à divers défis et opportunités en matière de coordination. La coordination des efforts d'adaptation entre les diverses parties prenantes est essentielle pour, d'un côté, renforcer la résilience des petits exploitants agricoles en Afrique, dont la majorité sont des femmes avec une faible capacité d'adaptation, et de l'autre, garantir la durabilité à long terme des pratiques agricoles ^[2].

Changement climatique [3]. Étant donné la

dépendance du continent à l'égard de secteurs sensibles au climat tels que l'agriculture, les ressources en eau et les écosystèmes naturels, une adaptation efficace est essentielle pour garantir le développement et la résilience à long terme face au changement climatique ^[4]. Au cas où les pratiques agricoles intelligentes face au climat, telles que l'amélioration **des techniques d'irrigation, l'agroforesterie, la diversification des cultures et l'utilisation de variétés de cultures résistantes à la sécheresse et à la chaleur, sont mises en œuvre avec succès, elles vont constituer des opportunités majeures si elles sont efficacement adoptées et exploitées à grande échelle dans le secteur ^[5]**. Relever ce défi est crucial pour garantir la résilience et la durabilité du secteur face au changement climatique. La conservation des sols, les approches de gestion de l'eau et les pratiques de gestion durable des terres sont également essentielles au renforcement de la résilience agricole. Les connaissances endogènes peuvent offrir un aperçu des stratégies d'adaptation au climat qui sont, selon le contexte, appropriées et durables

sur le plan environnemental. Cela peut inclure des connaissances sur les variétés de cultures plus résilientes aux changements climatiques, les techniques de gestion de l'eau pendant les périodes de sécheresse et les méthodes efficaces de conservation des ressources naturelles [6], [7].

Compte tenu de la rareté croissante de l'eau, une gestion efficace de cet élément et des pratiques d'irrigation constituent un autre domaine critique [8]. Les pays pourraient être amenés à construire des infrastructures d'irrigation à petite échelle, à promouvoir des techniques d'économie d'eau telles que l'irrigation goutte à goutte et les capteurs d'humidité du sol, et à mettre en œuvre des mesures de collecte et de conservation de l'eau. En outre, des stratégies efficaces favorisant les pratiques de conservation et de gestion des sols sont essentielles à l'adaptation aux effets du changement climatique. Ces pratiques sont essentielles pour atténuer les effets de l'érosion, de l'épuisement des nutriments et de la diminution de la fertilité des sols [9]. **Le labour suivant les courbes de niveau, le terrassement, l'agroforesterie et l'agriculture de conservation peuvent tous contribuer à réduire l'érosion des sols, à augmenter la rétention d'eau et à améliorer la santé des sols, ce qui contribue dans l'ensemble à accroître la productivité et la résilience** [10]. Les services d'information climatique, tels que les prévisions météorologiques, les perspectives saisonnières et les évaluations des risques climatiques, peuvent aider les agriculteurs à planifier leurs activités et à allouer les ressources de manière plus efficace [11].

Les régimes d'assurance peuvent indemniser les agriculteurs pour les pertes de récoltes, la mortalité du bétail et d'autres dommages liés au climat, ce qui va réduire la vulnérabilité économique des agriculteurs et augmenter leur capacité d'adaptation [12]. Les agents de vulgarisation jouent un rôle essentiel dans la fourniture de services essentiels aux agriculteurs, et il est crucial de renforcer la capacité des agriculteurs, des agents de vulgarisation et

des autres parties prenantes pour faciliter une adaptation efficace au changement climatique [5], [13]. Les initiatives de renforcement des capacités, telles que les programmes de formation, jouent un rôle déterminant à cet égard. Ces programmes visent à doter les individus de connaissances et de compétences liées aux pratiques agricoles intelligentes face au climat, à la gestion durable des terres et à l'adoption de technologies innovantes. Les plateformes de transfert de connaissances facilitent le partage des meilleures pratiques et des enseignements tirés entre différents acteurs, favorisant ainsi l'apprentissage collectif et la collaboration. Dans l'ensemble, la mise en place de tous ces mécanismes d'adaptation nécessite des politiques de soutien ainsi que des cadres institutionnels et réglementaires.

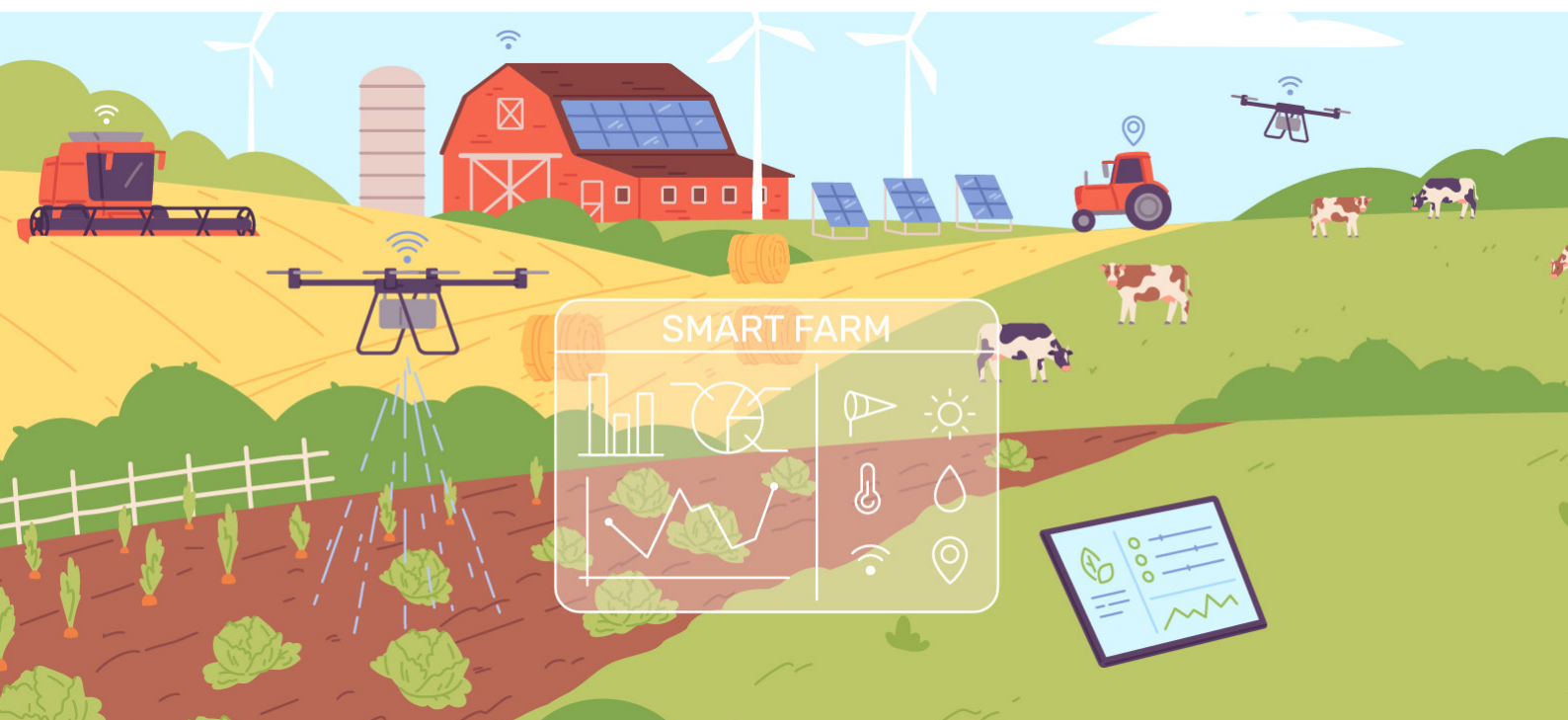
Cette note d'orientation examine les principaux défis et opportunités dans la coordination de l'adaptation climatique dans l'agriculture, en soulignant l'importance des approches conjointes et des solutions innovantes. Elle montre comment la coordination de l'adaptation climatique dans l'agriculture implique de relever divers défis tels que la fragmentation des parties prenantes, les lacunes dans les connaissances et les ressources financières limitées. Il existe cependant des opportunités de gouvernance conjointe, d'innovations technologiques et d'échange de connaissances qui peuvent améliorer les efforts de coordination. En surmontant ces défis et en saisissant les opportunités, le secteur agricole peut renforcer sa résilience et assurer une production alimentaire durable face au changement climatique.

Le reste du document est organisé comme suit : nous commençons par explorer des stratégies pour une coordination efficace des efforts d'adaptation au climat dans le secteur agricole. Ces stratégies explorent la coordination à plusieurs niveaux, l'intégration sectorielle, l'engagement des parties prenantes, l'amélioration du partage d'informations et de la gestion des connaissances, l'autonomisation des communautés locales et des agriculteurs, la mobilisation des ressources financières et le renforcement des capacités d'adaptation au climat. Chaque stratégie est étudiée plus en détail pour mettre en évidence ses défis et ses solutions potentielles. Par la suite, nous présentons un ensemble de recommandations en matière de politiques conçues pour faciliter une coordination efficace de l'adaptation du domaine agricole au climat. Ces recommandations portent sur la cohérence des

politiques, la création de plateformes multipartites, l'investissement dans la recherche et les données, la promotion des partenariats et des réseaux, l'intégration de l'adaptation climatique dans les programmes de développement et les cadres de coopération internationale, le suivi, l'évaluation et l'apprentissage, ainsi que la prise en compte des systèmes de connaissances endogènes. Enfin, nous concluons en réitérant l'importance des efforts coordonnés dans le secteur agricole pour renforcer la résilience et garantir des systèmes agroalimentaires durables face aux défis posés par le changement climatique. Nous soulignons le rôle crucial de ces efforts coordonnés dans la sauvegarde de la sécurité alimentaire sur le continent africain, ainsi que la nécessité urgente de leur mise en œuvre face à l'incertitude climatique.



2. COMPRENDRE L'ADAPTATION AU CLIMAT DANS L'AGRICULTURE



Le processus d'ajustement et de préparation des systèmes, des pratiques et des politiques pour faire face au changement climatique, lui opposer une riposte et minimiser ses effets, est appelé adaptation climatique. Dans le domaine de l'agriculture, l'adaptation au climat implique la mise en place de mesures permettant aux petits exploitants agricoles et aux systèmes agricoles de résister aux défis et incertitudes liés au climat, tout en maintenant la productivité, la durabilité et les moyens de subsistance. L'adaptation au climat comprend un large éventail de stratégies, tels que des changements dans la gestion des cultures et de l'élevage, l'utilisation de l'eau, les pratiques foncières, de nouvelles variétés de semences et l'adoption de technologies résilientes au climat ^[14]. L'adaptation au climat est importante dans l'agriculture car elle augmente la résilience et la capacité du secteur à résister aux chocs climatiques tels que les sécheresses, les inondations, les

vagues de chaleur et l'évolution des cycles de précipitations. Les systèmes agroalimentaires (c'est-à-dire l'ensemble de la chaîne de valeur, y compris la production, la transformation, la distribution et la consommation des aliments) peuvent atténuer les risques, assurer la sécurité alimentaire, protéger les moyens de subsistance et contribuer au développement durable en s'adaptant au changement climatique ^[15].

Il existe plusieurs investissements en Afrique visant à améliorer les capacités d'adaptation du secteur agricole. Le tableau 1 met en évidence quelques initiatives clés visant à soutenir l'adaptation climatique dans l'agriculture africaine :

- L'augmentation des investissements dans l'irrigation, soutenus par la Banque africaine de développement (BAD) à hauteur d'un milliard de dollars, peut aider les agriculteurs

à maintenir leurs rendements malgré des conditions météorologiques défavorables, en particulier dans les zones sujettes à la sécheresse ^[16].

- Le développement de variétés de semences améliorées, axées sur la tolérance à la sécheresse et la résistance aux ravageurs, est financé par la Fondation Bill & Melinda Gates avec un investissement de 100 millions de dollars ^[17].

Ce ne sont là que quelques exemples d'investissements spécifiques qui ont été réalisés pour aider le secteur agricole à s'adapter au changement climatique en Afrique. Plusieurs autres organisations et gouvernements investissent également dans ce domaine en travaillant avec les agriculteurs pour les aider à comprendre de nouvelles pratiques et à les adopter, tout en développant les politiques et les infrastructures nécessaires pour soutenir une agriculture intelligente face au climat.

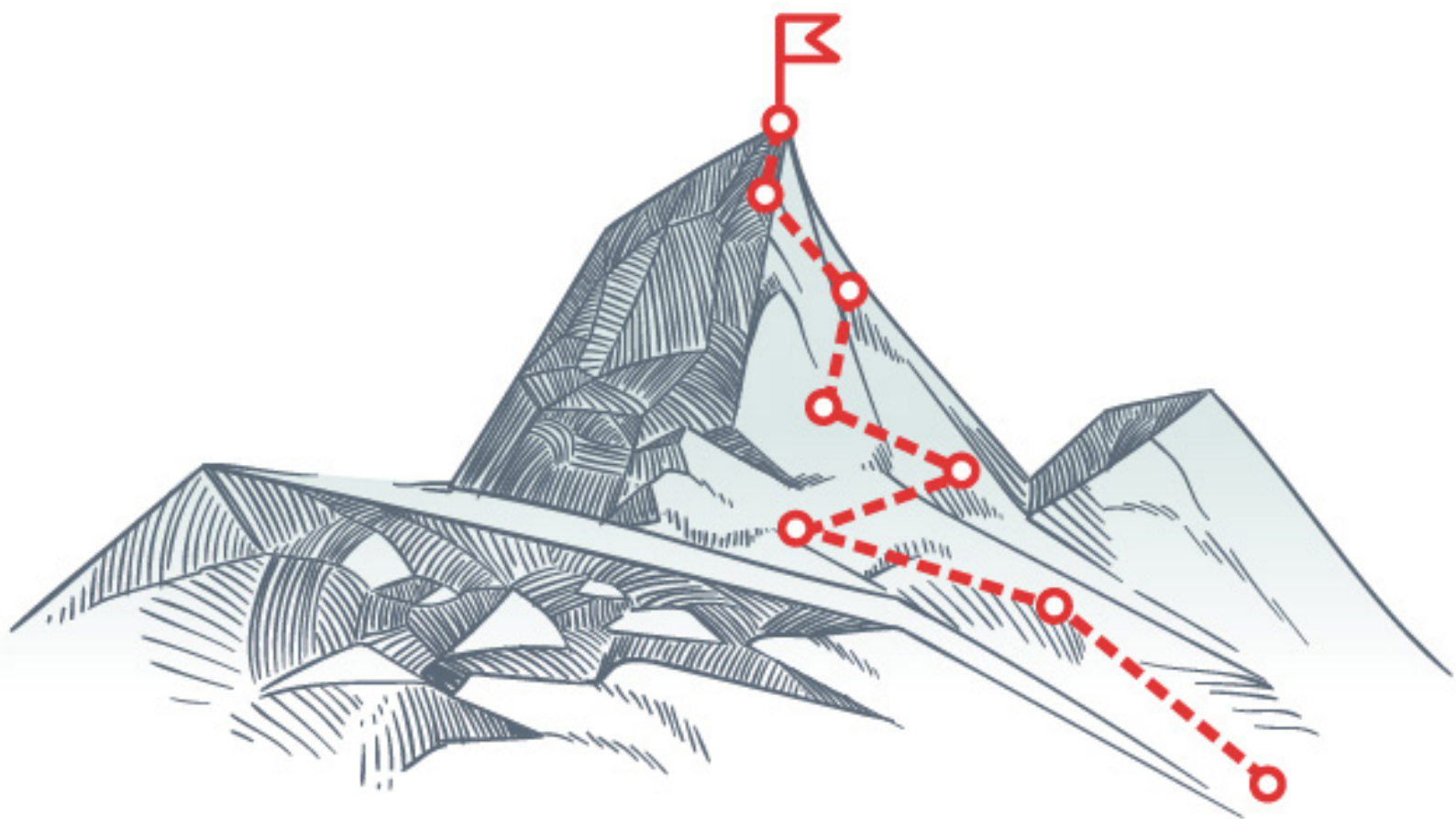
Tableau 1: Principaux investissements dans le secteur agricole pour améliorer l'adaptation

Investissement	Description	Réalisé par
Irrigation	Des investissements accrus dans l'irrigation peuvent aider les agriculteurs à maintenir leurs rendements même lorsque les conditions météorologiques sont défavorables. Ceci est particulièrement important dans les zones sujettes à la sécheresse.	La Banque africaine de développement (BAD) s'est engagée à investir 1 milliard de dollars dans l'irrigation en Afrique d'ici à 2025 ^[16] .
Variétés améliorées de semences	De nouvelles variétés de semences adaptées aux nouvelles conditions peuvent aider les agriculteurs à s'adapter au changement climatique. Ces graines doivent être résistantes à la sécheresse, aux ravageurs et avoir un haut rendement.	La Fondation Bill & Melinda Gates a investi 100 millions de dollars dans le développement de variétés de maïs tolérantes à la sécheresse en Afrique ^[17] .
Gestion améliorée des sols	Les pratiques de gestion durable des sols peuvent contribuer à améliorer la fertilité des sols et la rétention d'eau. Cela peut aider les agriculteurs à faire face à des régimes de précipitations plus variables.	Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a lancé un programme pour aider les pays africains à améliorer la gestion des sols.
Pratiques agricoles intelligentes face au climat	Ces pratiques peuvent aider les agriculteurs à réduire leur vulnérabilité au changement climatique. Elles comprennent des éléments tels que la diversification des cultures, l'agroforesterie et la récupération de l'eau de pluie.	La Banque mondiale a investi dans l'agriculture intelligente face au climat en Afrique pour accroître la productivité, la résilience et réduire les émissions ^[18] .
Services de vulgarisation	Les services de vulgarisation peuvent aider les agriculteurs à découvrir et à adopter de nouvelles pratiques agricoles intelligentes face au climat. Ceci est important pour garantir que les bénéfices de ces investissements profitent aux agriculteurs.	Le Fonds international de développement agricole (FIDA) a investi 100 millions de dollars dans les services de vulgarisation en Afrique ^[19] .
Recherche et développement	L'investissement dans la recherche et le développement est essentiel pour développer de nouvelles technologies agricoles intelligentes face au climat. Il s'agit notamment de technologies permettant de sélectionner de nouvelles variétés de semences, de développer des cultures résistantes à la sécheresse et de trouver des moyens d'améliorer la gestion des sols.	Le Programme de recherche du CGIAR sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire (CCAFS) a reçu 200 millions de dollars du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) pour soutenir la recherche sur l'agriculture intelligente face au climat en Afrique ^[20] .

NB : Cette liste n'est pas exhaustive car d'autres donateurs (secteur public et privé) investissent également dans différents types de stratégies d'adaptation et d'innovation climatique.

Compte tenu de ces multiples interventions dans le secteur de l'adaptation climatique, la coordination est importante à tous les niveaux ^[21]. La coordination des mesures d'adaptation fonctionne sur plusieurs plans, à commencer par le niveau international. La coordination peut contribuer à garantir que les pays travaillent ensemble pour relever les défis communs.

3. DÉFIS DE COORDINATION DANS L'ADAPTATION AU CLIMAT



Dans cette section, nous nous concentrons sur les mécanismes de coordination en vue de l'adaptation au changement climatique à différents niveaux, de l'international au local. La coordination internationale implique une collaboration avec des organisations mondiales telles que la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) pour façonner et mettre en œuvre des politiques et programmes globaux d'adaptation au climat. Pour ce qui est de la coordination régionale, nous explorons le rôle d'organisations comme l'Union africaine (UA) dans la défense des intérêts collectifs et la facilitation de l'échange de connaissances entre agriculteurs à des échelles géographiques plus larges. Au niveau régional, la coordination peut contribuer à garantir que les pays partagent des informations et des ressources. Au plan national, la coordination peut contribuer à garantir que les différentes agences gouvernementales travaillent ensemble efficacement. Et au niveau local, la coordination peut contribuer à garantir que les différentes communautés travaillent ensemble pour relever les défis auxquels elles sont confrontées. Chacun des mécanismes de coordination est brièvement discuté ci-dessous.



Coordination internationale :

il s'agit ici de travailler avec des organisations internationales, telles que la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), pour élaborer et mettre en œuvre des politiques et des programmes mondiaux d'adaptation au climat.



Coordination régionale :

elle consistera à travailler avec des organisations régionales, telles que l'Union africaine (UA), pour élaborer et mettre en œuvre des politiques et des programmes régionaux d'adaptation au climat. Ces organisations constituent de puissantes plateformes de plaidoyer, et représentent les intérêts et les besoins collectifs des agriculteurs à des échelles géographiques plus vastes. Elles peuvent également faciliter le partage d'informations et l'échange de connaissances entre agriculteurs de différents pays, et leur permettre ainsi d'apprendre les uns des autres et de s'inspirer des meilleures pratiques en matière d'adaptation au climat.



Coordination nationale :

il s'agit à ce niveau de travailler avec les gouvernements nationaux pour élaborer et mettre en œuvre des politiques et des programmes nationaux d'adaptation au climat. Les associations et organisations nationales d'agriculteurs peuvent jouer un rôle essentiel pour le partage des connaissances, le renforcement des capacités et l'action collective entre les agriculteurs. En réunissant les agriculteurs locaux, elles facilitent l'échange de connaissances endogènes et celles induites par l'expérience sur les défis liés au climat et les pratiques d'adaptation.



Coordination locale :

elle consiste à travailler avec les gouvernements locaux et décentralisés, les communautés et d'autres parties prenantes pour développer et mettre en œuvre des interventions locales d'adaptation au climat. Dans la plupart des régions rurales d'Afrique, les agents de vulgarisation et les chefs traditionnels jouent un rôle central dans la diffusion de pratiques agricoles intelligentes face au climat, de techniques de gestion durable des terres et de technologies innovantes qui renforcent la résilience au changement climatique.

Cependant, compte tenu de ces multiples interventions et niveaux de coordination, il existe plusieurs défis tels que le manque de cohérence des politiques, la faiblesse des cadres institutionnels, le partage limité de l'information et des connaissances ainsi que les lacunes dans les domaines techniques. Par exemple, dans les pays ayant une gouvernance faible et une capacité institutionnelle limitée, il peut être particulièrement difficile de coordonner les efforts d'adaptation climatique à plusieurs niveaux ^[22]. La section suivante examine certaines des opportunités manquées sur le continent africain pour coordonner efficacement les interventions d'adaptation au changement climatique pour plusieurs raisons.



Certains des défis liés à la **coordination des interventions liées au changement climatique comprennent la fragmentation et le manque de cohérence, le partage limité d'informations, les lacunes en matière de connaissances et de capacités**. Par exemple, l'un des principaux défis concerne les multiples formes de soutien technique fournies au gouvernement par différentes agences sans un cadre clair pour coordonner les investissements dans le secteur de l'adaptation au changement climatique. Autre exemple, un ministère peut recevoir le soutien d'une organisation internationale pour la construction d'infrastructures résilientes au changement climatique, tandis qu'un autre ministère travaille avec une autre ONG sur un projet similaire. Ce manque de coordination peut entraîner un chevauchement des efforts et une allocation inefficace des ressources. Même si les interventions liées au changement climatique devraient fonctionner à une plus grande échelle, les pays d'Afrique ont des niveaux de développement, des ressources et des priorités différents ^[23]. Il est donc difficile d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie unique et cohérente d'atténuation du changement climatique qui fonctionnerait pour tout le monde, par exemple dans des domaines tels que la transition énergétique propre pour le secteur agricole.



Au plan national, des lacunes en matière de coordination existent entre les différents niveaux de gouvernement et entre divers secteurs et parties prenantes, tels que les organisations de la société civile (OSC), ce qui entraîne **des efforts redondants, une couverture incomplète et un manque général d'efficacité**. Il y a généralement une faible collaboration entre le gouvernement et le secteur privé pour promouvoir l'innovation dans le secteur du changement climatique ^[24]. En outre, la faiblesse des structures de gouvernance, la capacité institutionnelle limitée et la fragmentation des processus d'élaboration des politiques peuvent rendre difficile la mise en œuvre d'interventions d'adaptation cohérentes et coordonnées dans certains pays ^{[25]-[27]}.



Les pays à faible revenu comme l'Ouganda, la Tanzanie et le Zimbabwe, par exemple, sont confrontés à diverses lacunes en matière de connaissances et de capacités en ce qui concerne l'atténuation du changement climatique ^[27]. Il s'agit notamment **du manque d'inventaires d'émissions, de compétences techniques en matière d'énergies renouvelables, de modélisation et de prévision climatiques, et d'un accès limité au financement climatique**. Ces lacunes peuvent entraver l'élaboration de politiques, la planification et la mise en œuvre efficaces de stratégies d'atténuation. Le manque de données et d'informations sur les impacts du changement climatique en Afrique et les vulnérabilités que ce manque induit ^[28], constitue également un défi majeur auquel sont confrontés la plupart des pays africains à faible revenu qui doivent s'appuyer sur la coopération et les partenariats internationaux pour renforcer les connaissances et les capacités d'atténuation du changement climatique.

3.1 ÉTUDES DE CAS ET EXEMPLES

Le changement climatique pose de sérieux défis à diverses régions africaines, ce qui affecte l'agriculture, les moyens de subsistance et la résilience globale. Cette section examinera des exemples spécifiques de régions africaines vulnérables, telles que le Sahel, le Kenya, le Malawi, le Bassin du lac Tchad, la Corne de l'Afrique et l'Afrique australe. Ces exemples ont été choisis pour mettre en évidence les défis auxquels les gouvernements africains sont confrontés dans la coordination des efforts d'adaptation au changement climatique et pour combler les lacunes en matière de connaissances et de capacités qui entravent l'efficacité des stratégies d'adaptation.



La région du Sahel en Afrique est une zone géographique semi-aride située au nord de l'Afrique centrale entre le désert du Sahara et les savanes et couvrant 10 pays (Burkina Faso, Tchad, Érythrée, Gambie, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, et Soudan). Elle est particulièrement vulnérable au changement climatique en raison de sa forte dépendance à l'agriculture pluviale et à l'élevage^[29] et sa température devrait connaître une augmentation de 3 à 4 °C^[30]. Les sécheresses y sont devenues plus fréquentes et plus graves ces dernières années, causant des ravages sur l'agriculture^{[31], [32]}. Le rapport de la Banque mondiale de 2022 estime que jusqu'à 13,5 millions de personnes pourraient basculer dans la pauvreté en raison des chocs induits par le changement climatique, à moins que des mesures d'adaptation au climat ne soient mises en place^[33]. Face à ces défis, les pays de la région du Sahel ont mis en œuvre les stratégies d'adaptation climatique suivantes : diversification des moyens de subsistance pour améliorer les revenus des communautés au-delà de l'agriculture, amélioration du stockage et de la gestion de l'eau, et mise en place de systèmes d'alerte précoce^[34]. Les efforts d'adaptation au changement climatique au Sahel impliquent de multiples parties prenantes (Cadre sahélien d'adaptation au changement climatique (SCCAF)^[35], notamment des gouvernements, des organisations internationales, des organisations non gouvernementales (ONG) et des organismes régionaux (Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD), Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD). L'implication de multiples acteurs, chacun avec ses propres priorités et approches, peut conduire à une fragmentation et à un manque de synergie dans les efforts d'adaptation. Capacité limitée : de nombreux pays du Sahel sont confrontés à des contraintes de capacités en termes d'expertise technique et de capacité institutionnelle pour mettre en œuvre des stratégies d'adaptation efficaces. Un manque de confiance entre les différents pays de la région, autant que l'instabilité politique peut perturber les plans à long terme et accentuer la rareté des ressources financières pour soutenir ces efforts^{[31], [36], [37]}.



Le Kenya est un autre pays touché par le changement climatique. Selon le GIEC, la température moyenne du Kenya a augmenté d'environ 1,5 °C depuis l'ère préindustrielle et s'accroîtra de 2 à 3 °C supplémentaires à la fin de ce siècle. Le Kenya a connu des précipitations plus irrégulières ces dernières années, ce qui rend la planification des cultures difficile pour les agriculteurs ^[1]. Le changement climatique entraîne une augmentation des maladies liées au stress thermique, telles que le paludisme ^[38] et la dengue, ainsi que des pertes socio-économiques estimées entre 2 et 4 % du produit intérieur brut par an (2020) ^[39]. Depuis 2016, le Kenya a été l'un des pays à adopter la loi sur le changement climatique (2016) et le Plan d'action national sur le changement climatique (NCCAP) 2018-2022, qui mettent l'accent sur des voies et moyens d'aller vers une faible émission de carbone et plus de résilience au climat. Pour s'adapter à ces défis, le gouvernement a aidé les communautés à participer à la gestion durable des terres, à mettre en œuvre la collecte de l'eau de pluie et à promouvoir une agriculture intelligente face au climat grâce à la diversification des cultures, à l'agriculture de conservation et à l'agroforesterie ^[40]. Dans leur quête d'efficacité, les tentatives au Kenya pour coordonner l'adaptation au changement climatique se heurtent à des difficultés en raison de la multiplicité des agences gouvernementales impliquées dans l'adaptation au changement climatique. Au niveau local, certains défis surviennent parce que les agriculteurs ne sont pas conscients du phénomène du changement climatique et de ses importants impacts.



Le Malawi est un pays particulièrement vulnérable aux effets du changement climatique. Selon les projections, les températures moyennes devraient augmenter de 1,4 à 3,0°C à l'horizon des années 2060 et de 1,5 à 5,0°C vers les années 2090. Le Malawi a connu des inondations plus fréquentes et plus graves ces dernières années, qui ont détruit les récoltes et causé les déplacements de populations. En ce qui concerne l'adaptation climatique, le pays est guidé par ses programmes d'action nationaux d'adaptation (NAPA) qui se concentrent sur l'amélioration de la productivité agricole, la protection de l'environnement et la garantie du développement durable ^[41]. Les diverses agences gouvernementales et non gouvernementales impliquées dans l'adaptation au changement climatique manquent largement de coordination et ne disposent pas de ressources adéquates pour soutenir ces efforts. En outre, le Malawi met l'accent sur la sécurité alimentaire et hydrique. Les interventions dans d'autres domaines sont entravées par le manque de financement ainsi que de données sur le changement climatique ^[42].



Le Bassin du lac Tchad est une région africaine de plus de 30 millions d'habitants qui couvre les régions du Tchad, du Nigeria, du Niger, du Cameroun, de la République centrafricaine et de la Libye. Depuis plus de deux décennies, le Bassin souffre d'une grave sécheresse ^[43], qui a eu un impact dévastateur sur l'agriculture. Le lac Tchad s'est rétréci de 90 % en 60 ans, à cause du changement climatique, de l'irrigation, de la construction de barrages et de l'accroissement de la population. La zone est gérée par la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) qui s'occupe des questions transfrontalières et des impacts du changement climatique sur la gestion intégrée de l'eau ^[44]. Certains des principaux succès de la CBLT ont été le renforcement de la capacité de ses membres à mettre en œuvre des stratégies et des mesures en matière de changement climatique pour adapter les pratiques agricoles traditionnelles et modernes ^[44].



L'Afrique australe est une autre région africaine vulnérable au changement climatique dont les zones géographiques couvrent l'Angola, le Botswana, les Comores, la République démocratique du Congo (RDC), Eswatini, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, Maurice, le Mozambique, la Namibie, les Seychelles, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe. Ces dernières années, la région a connu des régimes de précipitations plus irréguliers, ce qui a rendu la planification des cultures difficile pour les agriculteurs ^[46], ^[47]. Les membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) sont engagés en faveur d'un développement intégré et durable, ainsi que de l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ce dernier ^[48]. Les questions d'environnement et de changement climatique sont mises en œuvre dans le cadre du programme Environnement et changement climatique de la SADC, au sein des structures en charge de l'alimentation, de l'agriculture et des ressources naturelles. Pour mettre en œuvre la plupart de ses travaux, la SADC s'appuie sur les ressources et le soutien des partenaires de coopération. Bien que l'accent soit mis sur ces risques liés au climat, la SADC n'a pas une politique ou un plan d'action pour faire face aux risques de sécurité liés au climat, ni de plan d'action pour coordonner les différents secteurs ^[46].

L'Initiative de la Grande Muraille Verte (GGWI) est un effort à grande échelle mené par l'Afrique pour restaurer les terres dégradées dans les régions du Sahel et du désert du Sahara. Elle a été lancée en 2007 par l'Union africaine et a depuis lors été soutenue par plus de 20 pays. La GGWI vise à restaurer 100 millions d'hectares de terres dégradées d'ici à 2030 et à créer 10 millions d'emplois verts ^[49]. Certaines des principales interventions comprennent la plantation d'arbres, la restauration des prairies et l'amélioration de la fertilité des sols pour lutter contre la désertification et la dégradation des terres dans toute la région africaine du Sahel. Plusieurs pays, gouvernements, organisations internationales, organisations non gouvernementales (ONG), communautés locales et secteurs privés ont collaboré à cette initiative. Conjointement menée, cette approche a permis de mettre en commun les ressources, l'expertise et les expériences, ce qui a abouti à des stratégies d'adaptation climatique plus efficaces et plus complètes ^[50]. Cependant, compte tenu de la large couverture du projet (environ 20 pays), la coordination des actions n'est toujours pas efficace et nécessite des ressources importantes pour être bien menée ^[51].

3.2 DÉFIS LIÉS À LA COORDINATION EFFICACE DES INTERVENTIONS D'ADAPTATION AU CLIMAT DANS L'AGRICULTURE AFRICAINE

Voici quelques-uns des principaux facteurs qui font obstacle à une coordination efficace dans ce secteur :



Manque de confiance et de coordination entre les pays et les agences gouvernementales. Une coordination efficace nécessite une forte collaboration, un partage d'informations et une confiance mutuelle entre les parties prenantes. Sans mécanismes de coordination appropriés, il devient difficile de mettre en œuvre des stratégies d'adaptation cohérentes et intégrées.



La coordination des agences et institutions gouvernementales impliquées

dans l'adaptation au changement climatique joue un rôle crucial dans une mise en œuvre efficace. La fragmentation des efforts et le manque de coordination entre les agences entravent l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies d'adaptation globales et intégrées.



Des ressources insuffisantes,

qui posent un défi important aux efforts d'adaptation au changement climatique. Un financement limité et une allocation inadéquate des ressources entravent la mise en œuvre des mesures nécessaires pour renforcer la résilience et s'adapter au changement climatique. Un soutien financier adéquat et la mobilisation des ressources sont essentiels au succès des initiatives de coordination.



La gravité et la persistance

des impacts du changement climatique nécessitent une planification à long terme et des efforts soutenus. Les initiatives d'adaptation coordonnées doivent être conçues dans une perspective à long terme, en tenant compte de la nature évolutive du changement climatique et de ses impacts sur l'agriculture.



Le manque de sensibilisation et de connaissances sur le changement climatique parmi les agriculteurs et les communautés constitue un autre obstacle à une coordination efficace. Sensibiliser et fournir des informations sur les impacts du changement climatique, les stratégies d'adaptation et les mécanismes de soutien disponibles sont essentiels pour autonomiser les agriculteurs et faciliter leur participation active aux efforts coordonnés.



La mise en place d'une solide collaboration régionale entre les pays confrontés à des défis similaires en matière de changement climatique peut améliorer l'efficacité des efforts d'adaptation. Le partage d'expériences, de bonnes pratiques et de leçons apprises peut faciliter l'apprentissage mutuel et soutenir le développement d'approches coordonnées adaptées aux contextes régionaux.

En résumé, les principaux enseignements tirés soulignent l'importance de la confiance, de la coordination, de la disponibilité des ressources, de la sensibilisation, de la diffusion des connaissances, de la coordination institutionnelle, de la planification à long terme et de la collaboration régionale pour réussir les efforts d'adaptation au changement climatique en Afrique.

3.3 LEÇONS APPRISSES POUR FAIRE RÉUSSIR LES INITIATIVES DE COORDINATION DANS L'AGRICULTURE AFRICAINE

La mise en œuvre de mesures efficaces d'adaptation au changement climatique en Afrique s'est heurtée à de nombreuses difficultés, comme en témoignent les expériences au Sahel, au Kenya, au Malawi, dans le Bassin du lac Tchad, dans la Corne de l'Afrique, dans l'Initiative de la Grande Muraille et en Afrique australe. Ces régions nous ont appris de précieuses leçons sur les facteurs qui contribuent au succès ou à l'échec des efforts d'adaptation au changement climatique. Parmi les enseignements tirés, citons : l'importance de la confiance et de la coordination entre les pays et les agences gouvernementales, la nécessité absolue de disposer de ressources adéquates, l'importance des connaissances et de la sensibilisation au niveau des agriculteurs et des communautés, la nécessité d'institutions gouvernementales

coordonnées, la nécessité d'une planification à long terme et les avantages de la collaboration régionale. Comprendre ces leçons permet aux décideurs et aux parties prenantes de mieux gérer les complexités de l'adaptation au changement climatique et d'accroître l'efficacité des efforts coordonnés pour renforcer la résilience et atténuer les effets du changement climatique en Afrique.

Plusieurs cas de réussite sur le continent africain peuvent être cités. La section suivante se concentre sur le **Plan national d'adaptation de l'Éthiopie** pour illustrer l'importance de la collaboration multipartite dans la mise en œuvre réussie des initiatives d'adaptation au changement climatique.

Le Plan national d'adaptation pour une économie verte résiliente au climat de l'Éthiopie (NAP) est un plan de 15 ans traitant de l'impact du changement climatique et du développement résilient du pays. Les objectifs du NAP sont, entre autres, de réduire la vulnérabilité de l'Éthiopie au changement climatique en améliorant la résilience de son secteur agricole, de son système de gestion de l'eau, de son système de santé humaine, de ses forêts et de sa biodiversité, ainsi que de ses zones urbaines. Deuxièmement, ce plan cherche à promouvoir le développement durable et la croissance économique grâce à l'adoption de pratiques intelligentes face au climat. Troisièmement, il vise à garantir que tous les Éthiopiens aient accès aux ressources et aux services dont ils ont besoin pour s'adapter au changement climatique [52]. Ce plan d'action ambitieux est mis en œuvre en collaboration avec des partenaires internationaux, et constitue la preuve d'une coordination efficace. Il a obtenu des résultats significatifs en matière de renforcement de la résilience au changement climatique. Plusieurs facteurs clés ont sans doute favorisé son succès :

Un leadership gouvernemental fort :



le gouvernement éthiopien a fait preuve d'un engagement fort et d'un leadership dans la gestion de l'adaptation au changement climatique. Il a créé des institutions dédiées pour coordonner et superviser les efforts d'adaptation au niveau national, comme la stratégie d'économie verte résiliente au climat (CRGE) et l'Ethiopian Climate Change Directorate [53].

Coordination de l'engagement multipartite :



le programme a impliqué un groupe diversifié de parties prenantes, notamment des agences gouvernementales, des communautés locales, des organisations de la société civile et des partenaires internationaux. Cette collaboration a garanti que différents points de vue soient pris en compte et que les connaissances locales soient été intégrées dans la planification et la mise en œuvre de l'adaptation [54].



Approche participative :

le programme a mis l'accent sur l'implication et l'appropriation communautaires dans les efforts d'adaptation. Parce que les communautés locales sont activement impliquées dans les processus décisionnels, les interventions d'adaptation sont plus pertinentes et efficaces. Cette approche participative inculque un sentiment d'appropriation aux communautés et leur permet de mettre en œuvre et de maintenir des mesures d'adaptation.



Approche intégrée et holistique :

Le programme adopte une approche intégrée en abordant plusieurs secteurs touchés par le changement climatique. Cette approche combine des mesures telles que la gestion durable des terres, le boisement, la gestion des ressources en eau et une agriculture résiliente au climat. Holistique, elle garantit que les efforts d'adaptation sont complets et synergiques, ce qui maximise leur impact tout en minimisant les compromis [55].



Soutien financier adéquat :

les partenaires internationaux, notamment les banques multilatérales de développement, les donateurs bilatéraux et les mécanismes de financement climatique, ont fourni un soutien financier important au programme. Des ressources suffisantes et disponibles ont permis la mise en œuvre à grande échelle de projets d'adaptation, ce qui a facilité la transformation des secteurs et des communautés vulnérables.



Vision et planification à long terme :

les objectifs à long terme du programme sont conformes aux plans de développement national de l'Éthiopie. Ce programme reconnaît que le changement climatique constitue un défi à long terme qui nécessitera des efforts continus. La planification à long terme permet de prendre des mesures d'adaptation proactives et itératives pour s'adapter à la dynamique changeante du climat et garantir une résilience à long terme [55].

En raison de sa gouvernance efficace, de son engagement multipartite, de son approche participative, de son intégration sectorielle, du soutien financier dont il bénéficie et de sa planification à long terme, le programme d'adaptation au changement climatique de l'Éthiopie se distingue comme un exemple réussi de coordination. Ce cas démontre l'importance de mécanismes de coordination complets, de la participation des parties prenantes et d'un engagement à long terme pour parvenir à la résilience climatique et atténuer les effets du changement climatique.



4. STRATÉGIES POUR UNE COORDINATION EFFICACE



4.1 RENFORCER LES CADRES INSTITUTIONNELS ET LES MÉCANISMES DE COORDINATION

◆ **Coordination à plusieurs niveaux :** La coordination des efforts d'adaptation au climat dans le secteur agricole nécessite une collaboration et une coordination à plusieurs niveaux, notamment aux plans national, régional et local. Assurer une communication et une coordination efficaces entre les différents niveaux de gouvernance, les institutions et les parties prenantes peut s'avérer difficile en raison des différences de priorités, de capacités et de processus décisionnels.

◆ **Intégration sectorielle :** L'agriculture est une question multisectorielle transversale à divers secteurs tels que les services climatiques, la gestion de l'eau, l'aménagement du territoire et le développement rural. La coordination des efforts d'adaptation climatique dans ces secteurs peut s'avérer complexe, car elle nécessite la prise

en compte de diverses perspectives, politiques et stratégies. Il est crucial de surmonter les cloisonnements sectoriels et de favoriser la collaboration intersectorielle pour une adaptation climatique holistique et intégrée dans l'agriculture.

◆ **Engagement des parties prenantes :** L'implication d'un large éventail de parties prenantes, notamment les agriculteurs, les communautés locales, les instituts de recherche, les organisations non gouvernementales et les agences gouvernementales, est essentielle pour une adaptation au climat réussie dans l'agriculture. Cependant, coordonner ces diverses parties prenantes ayant des intérêts, des niveaux de connaissances et des capacités différents peut s'avérer difficile. Garantir une participation significative, une communication efficace et des processus décisionnels inclusifs est crucial pour renforcer l'appropriation et la durabilité.

4.2 AMÉLIORER LES PLATEFORMES DE PARTAGE D'INFORMATIONS ET DE GESTION DES CONNAISSANCES

La coordination de la gestion des connaissances, le partage des meilleures pratiques et les initiatives de renforcement des capacités sont essentiels pour améliorer la résilience climatique de l'agriculture. Assurer une coordination efficace entre les institutions de recherche, les services de vulgarisation et les prestataires de formation peut s'avérer difficile, en particulier dans des environnements aux ressources limitées. Il est important de promouvoir les plateformes d'échange de connaissances, de fournir une formation et un soutien technique et de faciliter la diffusion de l'information pour surmonter les défis de coordination.

L'adaptation au climat dans l'agriculture repose sur des **données et informations précises et actuelles, notamment des projections climatiques, des données agro météorologiques et des connaissances sur les pratiques agricoles locales**. Cependant la disponibilité, la qualité et l'accessibilité des données peuvent varier selon les régions et les institutions. La coordination des mécanismes de collecte, d'analyse et de partage de données entre différentes parties prenantes peut constituer un défi, et entraver la prise de décision fondée sur des données probantes et la planification adaptative.

4.3 AMENER LES COMMUNAUTÉS LOCALES ET LES AGRICULTEURS À S'ENGAGER ET LES AUTONOMISER

Les communautés locales et les agriculteurs possèdent des connaissances précieuses sur leur environnement, notamment les conditions météorologiques, les conditions du sol et les pratiques agricoles traditionnelles. Ces connaissances peuvent contribuer à l'élaboration de stratégies efficaces d'adaptation au changement climatique, spécifiques au contexte local. **En impliquant et en responsabilisant les communautés locales et les agriculteurs, leur expertise peut être exploitée pour mettre en œuvre des pratiques résilientes au climat.**

L'implication des communautés locales et des agriculteurs dans les processus décisionnels et les initiatives d'adaptation crée un sentiment

d'appropriation et augmente leur engagement envers les actions entreprises. Lorsque les gens sentent que leur voix est entendue et qu'ils ont un intérêt dans les résultats, ils sont plus susceptibles de participer activement et de soutenir les efforts d'adaptation au changement climatique.

4.4 MOBILISER DES RESSOURCES FINANCIÈRES POUR DES PROGRAMMES COORDONNÉS D'ADAPTATION AU CLIMAT

Des ressources financières et des investissements adéquats sont essentiels pour mettre en œuvre les mesures d'adaptation au climat dans l'agriculture. Coordonner les efforts visant à mobiliser des financements auprès de diverses sources, notamment les mécanismes internationaux de financement du climat, les budgets nationaux et les investissements du secteur privé, peut s'avérer difficile. Assurer une coordination et un alignement efficaces des **stratégies de financement, mobiliser des ressources et promouvoir des mécanismes de financement innovants** sont des défis clés en matière de coordination dans l'adaptation au climat.

4.5 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET PROMOTION DE L'EXPERTISE TECHNIQUE EN ADAPTATION AU CLIMAT

Le renforcement des capacités et la promotion de l'expertise technique en matière d'adaptation au climat sont essentiels pour relever les défis climatiques uniques de l'Afrique. Les pays africains peuvent répondre efficacement aux impacts du changement climatique, protéger leurs communautés vulnérables et assurer un développement durable face au changement climatique en renforçant les connaissances, les compétences et les capacités institutionnelles. En Afrique, les savoirs endogènes et les pratiques traditionnelles fournissent des informations précieuses sur les stratégies d'adaptation climatique transmises de génération en génération. La gestion durable des terres, les techniques de conservation de l'eau et les pratiques agricoles adaptées aux conditions locales sont fréquemment incluses dans ces pratiques. L'importance d'intégrer et de préserver les connaissances endogènes aux côtés des approches scientifiques modernes ne doit pas être négligée lors de la promotion de l'expertise technique en matière d'adaptation climatique.

5. RECOMMANDATIONS SUR LES POLITIQUES



Afin de parvenir à des efforts de coordination efficaces en matière d'adaptation au changement climatique pour le secteur agricole, ces recommandations dans le domaine des politiques soulignent l'importance de la cohérence des politiques, de l'engagement des parties prenantes, de la recherche et des données, des partenariats et de l'intégration de l'adaptation au changement climatique.



6.1.1 Promouvoir la cohérence des politiques et l'intégration de l'adaptation climatique dans les politiques agricoles

Pour améliorer l'efficacité de l'adaptation au changement climatique dans l'agriculture, la cohérence des politiques et la prise en compte des enjeux de l'adaptation au changement climatique dans les politiques agricoles sont essentielles. Ceci peut être réalisé en alignant les stratégies agricoles nationales et régionales sur les buts et objectifs de l'adaptation au changement climatique. Selon les décideurs, il faudrait également prendre en compte les vulnérabilités et les risques liés au changement climatique dans les politiques et les plans agricoles. Dans le même ordre d'idées, il faut inclure les pratiques intelligentes face au climat, promouvoir la gestion durable des terres et de l'eau

ainsi que l'intégration des services d'information climatique dans les processus décisionnels. Les gouvernements peuvent créer un environnement propice aux efforts coordonnés d'adaptation au climat dans le secteur agricole en favorisant la cohérence et l'intégration des politiques.



6.1.2 Mettre en place des plateformes multipartites pour la coordination et la collaboration

Une coordination et une collaboration efficaces entre les parties prenantes sont essentielles à une adaptation réussie au changement climatique dans le secteur agricole. Le renforcement des plateformes multipartites existantes ou la création de plateformes plus inclusives et représentatives peut contribuer à faciliter le dialogue, le partage

d'informations et la prise de décision conjointe. Des représentants des agences gouvernementales, des organisations paysannes, des instituts de recherche, de la société civile, des entités du secteur privé et des organisations internationales devraient être présents sur ces plateformes. Les plateformes multipartites peuvent favoriser la coordination, instaurer la confiance et promouvoir l'échange de connaissances et de meilleures pratiques en réunissant diverses perspectives et expertises. De tels mécanismes de collaboration permettent aux parties prenantes d'identifier collectivement les priorités, d'élaborer des plans d'action conjoints et de suivre la mise en œuvre des mesures d'adaptation climatique.



6.1.3 Investir dans la recherche et la collecte de données pour éclairer une prise de décision coordonnée

Pour s'adapter efficacement au changement climatique dans le secteur agricole, une prise de décision éclairée est essentielle. Les gouvernements et les parties prenantes concernées devraient investir dans la recherche et la collecte de données pour améliorer la compréhension des impacts du changement climatique, des vulnérabilités et des options d'adaptation du secteur agricole. En plus de soutenir une collecte efficace de données pour une prise de décision tout aussi efficace, il est nécessaire d'investir pour combler le fossé entre recherche et politiques, par exemple en renforçant la capacité des décideurs à exiger des données probantes de la recherche et à les utiliser. Des systèmes solides de collecte de données peuvent se concentrer sur la modélisation climatique, la collecte de données météorologiques et l'évaluation des implications socio-économiques du changement climatique sur l'agriculture. En outre, la recherche devrait se concentrer sur l'identification de nouvelles pratiques et technologies agricoles intelligentes face au climat. Les décideurs et les parties prenantes peuvent prendre des décisions éclairées, prioriser les actions d'adaptation et allouer efficacement les ressources dans le cadre d'efforts coordonnés en collectant des données fiables et spécifiques au contexte.



6.1.4 Encourager les partenariats et les réseaux à tirer parti des ressources et de l'expertise

Les partenariats et les réseaux sont essentiels pour améliorer la coordination de l'adaptation agricole au changement climatique. Les gouvernements, les organisations internationales, les instituts de recherche, les groupes de la société civile, les organisations paysannes et les entités du secteur privé devraient rechercher activement des partenariats afin de mobiliser les ressources, l'expertise et l'assistance technique. Les initiatives conjointes peuvent mettre en commun des ressources financières, partager des connaissances et des expériences et fournir un soutien aux activités de renforcement des capacités. Les partenariats public-privé peuvent favoriser l'innovation et la diffusion de technologies et de pratiques intelligentes face au climat. Les parties prenantes peuvent surmonter les contraintes de ressources, accroître l'échelonnement des efforts d'adaptation et avoir un plus grand impact dans la riposte aux défis du changement climatique dans l'agriculture en favorisant les partenariats et les réseaux. Dans l'ensemble, encourager le dialogue, le partage d'informations et la prise de décision conjointe pour tirer parti de l'expertise et des ressources collectives.



6.1.5 Intégration de l'adaptation climatique dans les programmes de développement et dans la coopération internationale

Pour garantir des efforts soutenus et coordonnés dans le secteur agricole, l'adaptation au changement climatique doit être intégrée dans les programmes de développement et les cadres de coopération internationale. L'adaptation au climat doit être une priorité dans les plans et stratégies de développement nationaux et décentralisés, conformément aux engagements internationaux tels que l'Accord de Paris. La

coopération internationale devrait aider les pays en développement à renforcer leur capacité d'adaptation et à accéder aux ressources financières pour l'adaptation au climat en matière d'agriculture. L'adaptation climatique devrait également être intégrée aux projets, programmes et mécanismes de financement de développement agricole. Les pays peuvent renforcer la résilience de leurs systèmes agricoles, promouvoir le développement durable et contribuer aux objectifs climatiques mondiaux en intégrant l'adaptation au climat.



6.1.6 Suivi, évaluation et apprentissage

Pour améliorer la capacité d'adaptation du secteur agricole, un système solide de suivi, d'évaluation et d'échange de connaissances est nécessaire. Un tel système permettra une prise de décision fondée sur des données probantes, facilitera l'identification des pratiques d'adaptation réussies et favorisera une culture d'apprentissage et d'amélioration continue. Enfin, il contribuera à renforcer la résilience et à garantir l'efficacité à long terme des efforts d'adaptation au changement climatique dans le domaine agricole.

SYSTÈMES DE CONNAISSANCES ENDOGÈNES

Les décideurs peuvent exploiter des informations précieuses, une capacité d'adaptation et des solutions innovantes qui ont été affinées au fil des générations en intégrant les systèmes de connaissances locales et endogènes dans l'adaptation au changement climatique. Cette approche améliore non seulement l'efficacité et la pertinence culturelle des efforts agricoles d'adaptation au changement climatique, mais elle respecte également les droits, les traditions et les contributions des communautés locales et autochtones. Quelques-unes des principales actions à entreprendre sont les suivantes : promotion

de la collaboration avec les communautés locales, préservation et transmission des savoirs traditionnels ainsi que le respect du principe du libre consentement, préalable et éclairé (FPIC) pour protéger les connaissances et les droits des communautés locales.



6.1.7 Mobilisation des ressources

Les gouvernements africains peuvent intensifier leurs efforts de mobilisation des ressources, attirer le soutien financier et canaliser efficacement les fonds vers l'adaptation au changement climatique dans le domaine de l'agriculture. Par exemple, les gouvernements peuvent donner la priorité à l'adaptation climatique dans les budgets nationaux, en allouant des fonds suffisants pour financer des projets et des initiatives d'adaptation. Cela peut impliquer de réaffecter les budgets existants ou de créer des fonds dédiés à l'adaptation au changement climatique. En outre, les gouvernements africains peuvent aussi s'engager activement auprès des mécanismes internationaux de financement du climat, tels que le Fonds vert pour le climat (FVC) et le Fonds d'adaptation, afin d'accéder à des financements supplémentaires pour les interventions d'adaptation. Une troisième possibilité consiste à se concentrer sur l'exploration et le développement d'instruments de financement innovants adaptés à leur situation unique. Il peut s'agir de mécanismes d'assurance climatique, de solutions de micro finance ou d'approches de financement basées sur les résultats qui conditionnent le financement à des résultats et réalisations spécifiques en matière d'adaptation. Une coordination et une gestion améliorées des ressources financières permettront la mise en œuvre de pratiques agricoles résilientes au climat, le soutien aux petits exploitants agricoles, l'amélioration de la sécurité alimentaire et le développement d'un secteur agricole durable et résilient au climat en Afrique.

6. CONCLUSION



En conclusion, le changement climatique constitue une grande menace pour les systèmes agricoles mondiaux et des mesures d'adaptation efficaces sont urgemment nécessaires. La coordination de l'adaptation climatique dans l'agriculture est cruciale pour renforcer la résilience et garantir la durabilité à long terme

Cependant, divers problèmes de coordination doivent être résolus, tels que la fragmentation des parties prenantes, les ressources financières limitées et le manque de connaissances. Malgré ces défis, il existe des opportunités de gouvernance conjointe, d'innovations technologiques et d'échange de connaissances qui peuvent améliorer les efforts de coordination. En surmontant ces défis et en saisissant ces opportunités, le secteur agricole peut renforcer sa résilience et garantir des systèmes agroalimentaires durables face au changement climatique.

Dans l'agriculture africaine, l'adaptation au changement climatique est de la plus haute importance en raison de la dépendance au climat des secteurs sensibles du continent. Les investissements dans l'irrigation, les variétés de semences améliorées, la gestion des sols, les pratiques agricoles intelligentes face au climat, les services de vulgarisation et la recherche et développement sont des initiatives clés pour renforcer l'adaptation. Cependant, les efforts de coordination en Afrique se sont heurtés à des difficultés dans diverses régions, notamment un manque de confiance, des ressources limitées et

un manque de sensibilisation. Les enseignements tirés des initiatives de coordination réussies mettent en évidence l'importance de la confiance, de la coordination, de la disponibilité des ressources, de la sensibilisation, de la coordination institutionnelle, de la planification à long terme et de la collaboration régionale. Les stratégies pour une coordination efficace comprennent le renforcement des cadres institutionnels, l'amélioration des plateformes de partage d'informations et de gestion des connaissances, l'engagement et l'autonomisation des communautés locales et des agriculteurs, la mobilisation des ressources financières et le renforcement des capacités d'adaptation au climat. La cohérence des politiques, l'engagement des parties prenantes, la recherche et les données, les partenariats et l'intégration de l'adaptation climatique dans les politiques agricoles sont essentiels pour parvenir à une coordination efficace de l'adaptation au changement climatique. En mettant en œuvre ces recommandations, les gouvernements et les parties prenantes peuvent renforcer la résilience des systèmes agricoles et préserver la sécurité alimentaire face au changement climatique.

7. RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- [1] B. K. Kogo, L. Kumar, and R. Koech, "Climate change and variability in Kenya: a review of impacts on agriculture and food security," *Environ. Dev. Sustainability*, 2021.
- [2] M. A. O. Radeny et al., "Review of Policies and Frameworks on Climate Change, Agriculture, Food and Nutrition Security in Eastern Africa: Ethiopia, Kenya, Rwanda, Tanzania, and Uganda," AICCRA Working Paper, 2022.
- [3] C. L. Davis and K. Vincent, "Climate risk and vulnerability: A handbook for Southern Africa," 2017.
- [4] G. Rasul and B. Sharma, "The nexus approach to water-energy-food security: an option for adaptation to climate change," *Clim. Policy*, vol. 16, no. 6, pp. 682–702, Aug. 2016.
- [5] C. Makate, M. Makate, N. Mango, and S. Siziba, "Increasing resilience of smallholder farmers to climate change through multiple adoption of proven climate-smart agriculture innovations. Lessons from Southern Africa," *J. Environ. Manage.*, vol. 231, pp. 858–868, Feb. 2019.
- [6] S. S. Mugambiwa, "Adaptation measures to sustain indigenous practices and the use of indigenous knowledge systems to adapt to climate change in Mutoko rural district of Zimbabwe," *Jamba*, vol. 10, no. 1, p. 388, Apr. 2018.
- [7] A. Nyong, F. Adesina, and B. Osman Elasha, "The value of indigenous knowledge in climate change mitigation and adaptation strategies in the African Sahel," *Mitigation and Adaptation Strategies for Global Change*, vol. 12, no. 5, pp. 787–797, Jun. 2007.
- [8] Y. U. Mumssen, "Bold action needed for a water-secure Africa," *World Bank Blogs*, 17-Mar-2022.
- [9] R. B. Zougmore, S. T. Partey, M. Ouedraogo, E. Torquebiau, and B. M. Campbell, "Facing climate variability in sub-Saharan Africa: analysis of climate-smart agriculture opportunities to manage climate-related risks," *Cahiers Agricultures (TSI)*, vol. 27, no. 3, pp. 1–9, Jun. 2018.
- [10] Z. P. Stewart, G. M. Pierzynski, B. J. Middelndorf, and P. V. V. Prasad, "Approaches to improve soil fertility in sub-Saharan Africa," *J. Exp. Bot.*, vol. 71, no. 2, pp. 632–641, Jan. 2020.
- [11] M. W. Ngigi and E. N. Muange, "Access to climate information services and climate-smart agriculture in Kenya: a gender-based analysis," *Clim. Change*, vol. 174, no. 3–4, p. 21, Oct. 2022.
- [12] S. Vyas, T. Dalhaus, M. Kropff, and P. Aggarwal, "Mapping global research on agricultural insurance," *Environmentalist*, 2021.
- [13] P. Antwi-Agyei and L. C. Stringer, "Improving the effectiveness of agricultural extension services in supporting farmers to adapt to climate change: Insights from northeastern Ghana," *Climate Risk Management*, vol. 32, p. 100304, Jan. 2021.
- [14] O. J. Cacho, J. Moss, P. K. Thornton, and M. Herrero, "The value of climate-resilient seeds for smallholder adaptation in sub-Saharan Africa," *Clim. Change*, 2020.
- [15] OECD, "Enhancing Climate Change Mitigation through Agriculture," OECD Publishing, 2019.
- [16] African Development Bank Group, "African Development Bank Group Board approves more than \$1 billion," 19-Jul-2022. [Online]. Available: <https://www.afdb.org/en/news-and-events/press-releases/african-development-bank-group-board-approves-more-1-billion-emergency-food-production-plan-53584>. [Accessed: 05-Jul-2023].
- [17] "Gates Foundation Announces \$1.27B in Health and Development Commitments to Advance Progress Toward the Global Goals," Bill & Melinda Gates Foundation, 2021. [Online]. Available: <https://www.gatesfoundation.org/ideas/media-center/press-releases/2022/09/gates-foundation-unga-global-fund-replenishment-commitment>. [Accessed: 05-Jul-2023].
- [18] "Climate-Smart Agriculture," World Bank, 2021. [Online]. Available: <https://www.worldbank.org/en/topic/climate-smart-agriculture>. [Accessed: 11-Jun-2023].
- [19] M.-A. Even and P. Nyathi, "Maintaining critical extension services for smallholders during

COVID-19," IFAD, 2020. [Online]. Available: <https://www.ifad.org/en/web/latest/-/blog/maintaining-critical-extension-services-for-smallholders-during-covid-1>. [Accessed: 06-Jul-2023].

[20] "CGIAR Research Program on Climate Change, Agriculture and Food Security," CGIAR, 13-Feb-2018. [Online]. Available: <https://www.cgiar.org/research/program-platform/climate-change-agriculture-and-food-security/>. [Accessed: 06-Jul-2023].

[21] T. Vedeld, A. Coly, N. M. Ndour, and S. Hellevik, "Climate adaptation at what scale? Multi-level governance, resilience, and coproduction in Saint Louis, Senegal," *Nat. Hazards*, vol. 82, no. 2, pp. 173–199, Jun. 2016.

[22] N. P. Sibiya et al., "Overcoming Bureaucratic Resistance: An Analysis of Barriers to Climate Change Adaptation in South Africa," *Climate*, vol. 11, no. 7, p. 145, Jul. 2023.

[23] P. Smoke and M. Cook, "Administrative decentralization and climate change: Concepts, experience, and action," Jan. 2022.

[24] R. Ndlovu and G. Marawanyika, "Zimbabwe to Take over Carbon Credit Trade, Void Past Deals," *Bloomberg News*, 16-May-2023.

[25] K. Georgieva, V. Gaspar, and C. Pazarbasioglu, "Poor and Vulnerable Countries Need Support to Adapt to Climate Change," 23-Mar-2022. [Online]. Available: <https://www.imf.org/en/Blogs/Articles/2022/03/23/blog032322-poor-and-vulnerable-countris-need-support-to-adapt-to-climate-change>. [Accessed: 06-Jul-2023].

[26] D. Kuwali, "Is Accountable Governance a Solution to African Problems?," *The Raoul Wallenberg Institute of Human Rights and Humanitarian Law*, 02-Sep-2022. [Online]. Available: <https://rwi.lu.se/blog/is-accountable-governance-a-solution-to-african-problems/>. [Accessed: 19-Sep-2023].

[27] M. Madzwamuse, "Climate Governance in Africa - Adaptation Strategies and Institutions," *Heinrich-Böll-Stiftung*. [Online]. Available: <https://www.boell.de/en/ecology/africa-climate-governance-in-africa-adaptation-strategies-and-institutions-10914.html>. [Accessed: 20-Sep-2023].

[28] A. Dzebo, "Effective governance of transnational adaptation initiatives," *Int. Environ. Agreements*, vol. 19, no. 4–5, pp. 447–466, Oct. 2019.

[29] A. A. Mbaye, "Climate change, livelihoods, and conflict in the Sahel," *Geo. J. Int'l Aff.*, vol. 21, p. 12, 2020.

[30] Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC), "Climate Change 2021: The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change," 2021. [Online]. Available: <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg1/chapter/atlas/>. [Accessed: 20-Sep-2023].

[31] "The Sahel Faces 3 Issues: Climate, Conflict & Overpopulation," *Vision of Humanity*, 16-Apr-2021. [Online]. Available: <https://www.visionofhumanity.org/challenges-facing-the-sahel-climate-conflict-and-overpopulation/>. [Accessed: 16-Jun-2023].

[32] W. G. Moseley, "The trouble with drought as an explanation for famine in the Horn and Sahel of Africa," 16-Feb-2022. [Online]. Available: <https://www.preventionweb.net/news/trouble-drought-explanation-famine-horn-and-sahel-africa>. [Accessed: 20-Sep-2023].

[33] World Bank Group, "Sahelian countries must accelerate growth and prioritize climate adaptation to alleviate poverty and address food insecurity - new World Bank Group report," *World Bank Group*, 20-Sep-2022. [Online]. Available: <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2022/09/19/sahelian-countries-can-boost-and-diversify-their-economies-to-take-on-the-climate-crisis-and-food-insecurity>. [Accessed: 20-Sep-2023].

[34] T. Epule Epule, A. Chehbouni, and D. Dhiba, "Recent climate change adaptation strategies in the Sahel: A critical review," in *The Nature, Causes, Effects and Mitigation of Climate Change on the Environment*, IntechOpen, 2022.

[35] "Sahel Climate Change Adaptation Framework (SCCAF)," in *Sahel Climate Change Adaptation Strategy*, 2015.

- [36] Climate Change Adaptation in the Sahel: A Review of Progress and Challenges. OECD, 2021.
- [37] AfDB, Climate Change Adaptation in the Sahel: A Review of Challenges and Opportunities. 2021.
- [38] P. V. V. Le, P. Kumar, M. O. Ruiz, C. Mbogo, and E. J. Muturi, "Predicting the direct and indirect impacts of climate change on malaria in coastal Kenya," *PLoS One*, vol. 14, no. 2, p. e0211258, Feb. 2019.
- [39] "Kenya Climate Change Country Profile," U.S. Agency for International Development, 17-Mar-2023. [Online]. Available: <https://www.usaid.gov/climate/country-profiles/kenya>. [Accessed: 20-Sep-2023].
- [40] G. G. Gebre, Y. Amekawa, A. A. Fikadu, and D. B. Rahut, "Farmers' use of climate change adaptation strategies and their impacts on food security in Kenya," *Climate Risk Management*, vol. 40, p. 100495, Jan. 2023.
- [41] "Malawi Gears Up to Adapt to Climate Change," NAP Global Network, 25-Sep-2019. [Online]. Available: <https://napglobalnetwork.org/2019/09/malawi-gears-up-for-its-climate-change-adaptation/>. [Accessed: 06-Jul-2023].
- [42] USAID, "Climate Change Adaptation in MALAWI."
- [43] L. Usigbe, "Drying Lake Chad Basin gives rise to crisis," *Africa Renewal*, 24-Dec-2019. [Online]. Available: <https://www.un.org/africarenewal/magazine/december-2019-march-2020/drying-lake-chad-basin-gives-rise-crisis>. [Accessed: 16-Jun-2023].
- [44] "Adapting to climate change in the Lake Chad Basin," 06-Jul-2023. [Online]. Available: <https://www.giz.de/en/worldwide/24845.html>. [Accessed: 06-Jul-2023].
- [45] F. Harvey, "Human-driven climate crisis fuelling Horn of Africa drought – study," *The Guardian*, The Guardian, 27-Apr-2023.
- [46] "Climate-related security risks in the SADC region," SIPRI. [Online]. Available: <https://www.sipri.org/commentary/topical-background/2022/climate-related-security-risks-sadc-region>. [Accessed: 16-Jun-2023].
- [47] Q. Guo, O. Ola, and E. O. Benjamin, "Determinants of the Adoption of Sustainable Intensification in Southern African Farming Systems: A Meta-Analysis," *Sustain. Sci. Pract. Policy*, vol. 12, no. 8, p. 3276, Apr. 2020.
- [48] SADC, "Environment & Climate Change." [Online]. Available: <https://www.sadc.int/pillars/environment-climate-change-0>. [Accessed: 20-Sep-2023].
- [49] D. Goffner, H. Sinare, and L. J. Gordon, "The Great Green Wall for the Sahara and the Sahel Initiative as an opportunity to enhance resilience in Sahelian landscapes and livelihoods," *Reg. Environ. Change*, vol. 19, no. 5, pp. 1417–1428, Jun. 2019.
- [50] M. Ladekjær Gravesen and M. Funder, "The Great Green Wall: An overview and lessons learnt," 2022.
- [51] "The Great Green Wall: An assessment of progress and lessons learned," *Global Environmental Change*.
- [52] Government of Ethiopia, "Ethiopia's Climate Resilient Green Economy National Adaptation Plan," 2019.
- [53] "Climate Resilience and Green Economy Strategy (CRGE)," IEA, 2022. [Online]. Available: <https://www.iea.org/policies/5902-climate-resilience-and-green-economy-strategy-crge>. [Accessed: 07-Jul-2023].
- [54] "Ethiopia National Programme of Action (NAPA)," 2019. [Online]. Available: <https://www.adaptation-undp.org/projects/ethiopia-national-programme-action-napa>. [Accessed: 07-Jul-2023].
- [55] I. S. K. Hub, "Ethiopia's NAP Seeks to Integrate Adaptation into Long-term Development." [Online]. Available: <https://sdg.iisd.org/news/ethiopias-nap-seeks-to-integrate-adaptation-into-long-term-development/>. [Accessed: 07-



THE AFRICAN CAPACITY BUILDING FOUNDATION | FONDATION POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN AFRIQUE

✉ root@acbf-pact.org

🌐 <https://www.acbf-pact.org>

📖 <https://elibrary.acbfpact.org/>

🌐 www.linkedin.com/company/africa-capacity-building-foundation

🐦 https://twitter.com/ACBF_Official